



Presse

Lu pour vous

LE FIGARO

Jeudi 17 octobre 2024

« Cela va nous changer la vie » : à Nantes, les espoirs des policiers vis-à-vis du futur CRA

Laurène Trillard

Annoncé pour 2027 au plus tard, ce centre de 140 places devrait libérer des effectifs, aujourd'hui mobilisés pour conduire parfois très loin de Nantes des individus en situation irrégulière et faisant l'objet d'une mesure d'éloignement.

« Le fait d'avoir un CRA à demeure sur la plaque de Nantes va nous changer la vie » : tels sont les mots du nouveau directeur interdépartemental de la police de Loire-Atlantique. Interrogé mardi par la presse sur l'installation du futur centre de rétention administrative attendu d'ici début 2027, Philippe Jos s'est montré optimiste face à ce projet qui divisait encore la gauche locale il y a quelques mois. Depuis 2009, la cité des Ducs est dépourvue de structure de la sorte.

« Le projet de CRA est déjà bien avancé. Il y a déjà des réunions régulières qui sont organisées, sous l'égide de la préfecture », a rapporté celui qui a pris ses fonctions il y a un mois. La motivation de voir émerger ce centre qui « permet de maintenir dans un lieu fermé un étranger qui fait l'objet d'une décision d'éloignement, dans l'attente de son renvoi forcé » selon les termes officiels, est de libérer des effectifs de tâches fastidieuses.

Longs trajets dans toute la France

« Actuellement, on est obligé de faire des transferts très très réguliers vers les CRA qui sont à Rennes, pour le plus proche, mais aussi au Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne), à Orléans ... Ça fait des trajets très importants pour nos équipes » constate Philippe Jos. « Le fait d'avoir une structure assez conséquente à demeure va nous permettre d'avoir des gains en termes d'efficacité considérables », anticipe-t-il.

« Le centre de rétention de Rennes est vite saturé. Dans la réalité, il n'est pas rare que les collègues aillent jusqu'à Toulouse ou Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) », renchérit Thierry Audouin, secrétaire départemental 44 ALTERNATIVE Police Cfdt. Or, quand quelqu'un part, cela supprime un équipage.

Désormais, il est fréquent que pour atteindre Toulouse, l'individu soit déposé à Bordeaux où leurs collègues terminent la route, mais à l'inverse, les policiers nantais peuvent aussi être mobilisés pour prêter main-forte aux trajets passant par leur ville. Pour le délégué syndical, les 140 places attendues à Nantes vont « permettre aux policiers de traiter efficacement plus de procédures, en évitant d'avoir des personnes remises dans la nature qui recommencent les mêmes délits, à qui on notifie 3,4,5 fois des OQTF ». In fine, « cela aura une incidence sur la délinquance », assure-t-il.

« C'est à peu près l'équivalent de 10 à 12 fonctionnaires supplémentaires qui pourraient être mis sur la voie publique, d'autant plus que le nombre d'OQTF et de placements a augmenté de 50% depuis le début de l'année », avait fait remarquer le préfet de Loire-Atlantique Fabrice Rigoulet-Roze le 5 avril 2024, en ajoutant que les personnes placées étaient « à 90% des personnes qui constituent une menace pour la sécurité ou sont responsables de troubles à l'ordre public ».

Où recruter ?

[...]Il manque déjà des effectifs pour traiter les dossiers des étrangers en situation irrégulière.

« Les recrutements des effectifs de police et des intervenants extérieurs (association, personnel médical, prestataires entretien-maintenance ...) ne sont pas encore engagés à ce stade de la procédure », fait savoir la préfecture de Loire-Atlantique ce jeudi midi, en évoquant une ouverture « à horizon 2027 ».

Construit près de la maison d'arrêt de Nantes, le futur centre de rétention administrative fait l'objet d'une contestation au long cours, organisée localement par plusieurs mouvements de gauche. « Les centres de rétention administrative sont des structures de privation de liberté inhumaines et indignes, pour lesquelles la France a été condamnée 11 fois par la Cour Européenne des Droits de l'Homme », indiquaient il y a un an dans un communiqué les écologistes.